Budget : le patronat encaisse (communiqué NPA)

Les projets budgétaires du gouvernement ont un fil directeur : le pacte de responsabilité. Comme le déclare le ministre des Finances Michel Sapin : « nous tenons nos engagements » : les dispositifs en faveur des entreprises vont continuer à monter en puissance, en particulier le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Le budget 2015 entérine aussi une baisse de certaines taxes pesant sur les sociétés, notamment la C3S (Contribution sociale solidarité). Emporté par son élan, le gouvernement renforce aussi le CICE et le crédit d'impôt recherche pour les départements d'outre-mer (alors que la Cour des comptes a critiqué l'efficacité des mesures de ce type), mais quand on aime, on ne compte pas...

Pour le reste de la population (sauf les plus riches), d'une façon ou d'une autre, il va falloir payer par des salaires bloqués pour les fonctionnaires, des services publics dégradés ou des coupes dans l'assurance-maladie(notamment dans les hôpitaux). La première tranche de l'impôt sur le revenu est supprimée mais la redevance télé augmente de même que la taxe sur le gazole tandis que la TVA a été augmentée pour financer le CICE.

Au total, malgré 21 milliards d'Euros d'économies, le déficit ne baissera pratiquement pas en 2015 tandis que la dette publique atteint les 2000 milliards d'Euros. Dans une situation économique où la stagnation a succédé à la récession, le gouvernement a d'abord choisi de satisfaire le MEDEF. Hollande a parlé avec mépris des « cris » déclenchés par les mesures d'économies (« Les économies forcément sont douloureuses » a-t-il dit).

Les privilégiés n'ont pas besoin de crier, juste de murmurer pour se faire entendre de ce pouvoir. Les travailleurs, les chômeurs, les retraités, eux, vont devoir crier fort et surtout agir fort. Dans les semaines à venir, Il va falloir s'emparer de toutes les occasions possibles de censurer ce gouvernement dans la rue et par la lutte sociale

NPA65, Tarbes, le 1 octobre 2014